

Le casse du siècle

Jean-Marie Harribey

Politis, n° 862-863-864, 28 juillet 2005

Après le rejet par la France et les Pays-Bas du projet de constitution européenne, certains libéraux s'inquiètent de l'avenir de l'euro si des pays en difficulté comme la France, l'Allemagne ou l'Italie revenaient à leur monnaie nationale. Que ne s'étaient-ils émus plus tôt du statut exorbitant d'indépendance de la Banque centrale européenne à laquelle est assigné un seul objectif, éviter l'inflation, sans aucun égard pour l'emploi et la nature de l'activité économique, paralysant ainsi toute politique monétaire novatrice et laissant le taux de change de l'euro subir la politique du dollar menée par les Etats-Unis ! Les questions monétaires sont trop importantes pour que le contrôle de la BCE ne soit pas l'une des questions-clés de l'après 29 mai.

Car une monnaie, c'est beaucoup plus que ce que n'en disent les livres d'économie bien-pensants qui se contentent d'annoncer que la monnaie sert à échanger les marchandises. Ce qui n'est pas dit, c'est que derrière cette évidence se dissimule la double dimension de la monnaie. Elle est un instrument d'accumulation privée par la capacité qu'elle donne à celui qui en possède suffisamment d'acheter la force de travail de celui qui en est dépourvu et ainsi d'accroître son capital. D'où la nuance de taille entre la monnaie que j'utilise pour acheter de la nourriture ou tout autre bien de consommation, ce qui ne me rendra ni plus riche ni plus pauvre, et celle que j'utilise pour acheter de la force de travail qui m'enrichira. En tant que bien privé, la monnaie marque la distance sociale entre les classes.

Mais la monnaie est aussi un bien public. D'abord parce qu'elle ne peut exister que par décision et garantie publiques. Ensuite elle s'impose à tous dans un espace politique donné puisqu'elle permet d'une part d'homogénéiser les travaux et d'en rendre les résultats échangeables, et d'autre part de se protéger de l'incertitude de l'avenir. Sans, au préalable, le bien public monnaie, pas d'échanges de biens privés et surtout pas d'accumulation possible, pas de liquidité, donc pas de capitalisme. Mieux – ou pis – pas de croissance du capitalisme car il faut à celle-ci un flux permanent de monnaie nouvelle que l'on nomme création monétaire.

L'indépendance de la banque centrale équivaut à sa quasi privatisation pour mettre le bien public monnaie au service exclusif de l'accumulation privée. Elle s'inscrit dans le mouvement de financiarisation du capitalisme, accéléré par la liberté de circulation des capitaux, l'unification mondiale des marchés et surtout la précarisation du salariat. Pour maintenir, voire améliorer encore, une répartition de la valeur ajoutée favorable au capital, le chômage ne doit régresser qu'en proportion de la baisse du coût du travail. La politique monétaire réduite à la préservation de la rente financière verrouille alors l'autre volet de la politique économique : la politique budgétaire. L'interdiction faite aux Etats d'emprunter auprès de la banque centrale les oblige à se tourner vers les opérateurs des marchés financiers qui sautent avec gourmandise sur l'occasion de placements sûrs en bons du Trésor dont le rendement à long terme est actuellement d'environ 4% par an. Admirons le stratagème : on diminue les impôts des riches, donc on accentue les déficits, puis on emprunte de quoi les combler auprès de ces riches qui non seulement sont moins assujettis à l'impôt sur le revenu mais empochent tout ce qu'il en reste sous forme d'intérêts (40 milliards d'euros par an en France).

Ainsi les dettes publiques grossissent dans le temps. Celle de l'Etat français a atteint 1067 milliards d'euros en 2004, soit l'équivalent de 64,7% du PIB. Comment enrayer le

mécanisme ? Il y a deux manières. La première est de promouvoir une croissance à tout crin pour diminuer le poids de la dette dans le PIB. C'est la fuite en avant vers le désastre écologique et, de plus, c'est impraticable sans emplois nouveaux sauf à faire travailler plus longtemps ceux qui ont un emploi. La seconde est de dévaloriser la dette, soit en permettant une dose d'inflation au moins égale au taux d'intérêt, soit en l'annulant ne serait-ce que partiellement. Ce serait une façon de reprendre aux créanciers ce qu'ils ont indûment accaparé au cours des vingt-cinq dernières années. Y a-t-il un obstacle ? Oui : la résistance des classes possédantes. C'est donc un obstacle politique qui doit être abordé comme tel. En changeant le statut de la banque centrale pour rendre la monnaie à la société et retrouver la capacité à impulser les activités socialement utiles, car – et c'est aussi l'un de ses mystères – il faut de la monnaie pour dynamiser les activités même non marchandes. Il est temps de mettre fin au casse du siècle : le hold-up sur la BCE.¹

¹ . Plus de détails dans J.M. Harribey, *La démence sénile du capital*, Ed. du Passant, 2004. Voir aussi la chronique « Les vrais faux-monnayeurs », *Politis*, n° 765, 4 septembre 2003, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/faux-monnayeurs.html>.